

**Alexander Zelenka**

**Comment expliquer que malgré les mesures prises, la biodiversité diminue dans le monde et en Suisse? Analyse de Julia Marton-Lefèvre, directrice de l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), à Gland (VD).**

Vendredi prochain, vous serez l'invitée du Congrès NATURE, à Bâle, qui aura pour thème la biodiversité. Comment définiriez-vous ce terme critiqué comme étant trop vague?

C'est une bonne question, car jusqu'à présent, le mouvement environnemental – dont l'Union internationale de conservation de la nature (UICN) fait partie –, s'est montré incapable de donner à ce mot une définition claire. Je dirais que la biodiversité regroupe les animaux, les plantes, les habitats ainsi que la diversité de leur patrimoine génétique. Elle est cruciale pour le bon fonctionnement des écosystèmes sans lesquels nous ne pourrions pas vivre. A ce jour, nous avons peu réfléchi au fait que notre nourriture, nos médicaments, nos maisons, notre économie, nos loisirs ainsi qu'un climat stable en dépendaient étroitement.

Près de 18 000 espèces sur les 47 000 analysées par l'UICN dans le monde sont menacées de disparition. Votre intervention à Bâle ne sera pas très optimiste...

Sans vouloir semer la panique, nous vivons une situation d'urgence. Une étude récente a montré que le taux mondial d'extinction des espèces due à l'activité humaine était mille fois supérieur à celui d'une évolution naturelle. Mais au final, c'est nous qui sommes menacés de disparaître. La planète nous survivra de toute façon. Je rappellerai toutefois que les connaissances scientifiques en matière de biodiversité sont récentes. Il faut un certain temps pour les intégrer et agir.

Des moyens importants ont pourtant déjà été engagés pour enrayer l'érosion de la biodiversité. Comment l'expliquer?

Suite au Sommet de la Terre, qui a eu lieu à Rio en 1992, 190 nations ont signé la Convention internationale pour la diversité biologique par laquelle ils s'engageaient à «réduire significativement la perte de biodiversité d'ici à 2010». Ces objectifs ne seront bien sûr pas atteints cette année. Notamment parce qu'ils étaient trop flous.

Quelles mesures prônez-vous?

Les signataires de la convention, qui se réuniront cet automne à Nagoya, au Japon, doivent adopter des objectifs réalistes avec des indicateurs objectivement quantifiables. Actuellement, seuls 12% du territoire mondial et 1% des zones marines sont protégés. D'ici à 2015, nous voulons étendre cette protection à 15% pour les zones terrestres et à 15% pour les océans. Nous espérons également mettre cette année 2010 sur pied une plate-forme réunissant les meilleurs experts en matière de biodiversité sur le modèle du GIEC, le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat, qui fait aujourd'hui référence.

Vous dites souvent que les changements climatiques et la biodiversité sont liés. Qu'entendez-vous par là?

La nature peut nous fournir des instruments de protection particulièrement puissants pour lutter contre les changements climatiques. Je citerai l'exemple du déboisement, responsable de 20% des émissions de CO2 dans le monde. Protéger les forêts nous garantit à terme un environnement plus sain, sans parler de la sauvegarde des espèces que celles-ci abritent. Ne pas le faire nous coûterait cher. Tant en termes de qualité de vie que financièrement.

Pensez-vous que l'homme en arrivera à monétariser la biodiversité pour enfin lui accorder de la valeur?

Dans notre société, on n'accorde de valeur qu'à ce qui a un prix. Il faudrait pouvoir chiffrer les services que la nature nous rend. L'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et l'environnement dans lequel nous vivons ont un prix. Si nous devons payer pour en jouir, cela changerait notre façon de nous comporter et de consommer.

(Article paru dans l'édition du 4 février 2010)